"En Afrique, la majoritÃ© des femmes passent une grande partie de leurs heures de travail Ã faire des travaux qui entretiennent la vie, tels que la cuisine, le nettoyage et la collecte de l'eau tout en produisant et en prenant soin de la ressource humaine", a dÃ©clarÃ© Ã IPS, Richard Ssewakiryanga, directeur exÃ©cutif du 'Uganda National NGO Forum' [Forum national des organisations non gouvernementales (ONG) de lâ€™Ouganda].

Le travail des femmes n'est pas reconnu, nâ€™est pas pris en compte et, par consÃ©quent, nâ€™est pas rÃ©munÃ©rÃ©, a soulignÃ© Ssewakiryanga, un membre du 'BetterAid Global Facilitation Group' (Groupe mondial pour la facilitation dâ€™une aide meilleure).

Un dÃ©veloppement fondÃ© sur l'Ã©galitÃ© entre hommes et femmes est Ã la fois une faÃ§on de respecter les droits humains et un moyen d'atteindre les Objectifs du millÃ©naire pour le dÃ©veloppement (OMD), fixÃ©s en 2000 par les Nations Unies, visant Ã amÃ©liorer la vie des populations dans les pays en dÃ©veloppement.

"Malheureusement, un manque d'intÃ©gration de lâ€™autonomisation des femmes et de l'Ã©galitÃ© des sexes dans les stratÃ©gies de rÃ©duction de la pauvretÃ©, dans la participation politique et le dÃ©veloppement durable, rendra difficile, pour beaucoup de pays africains, la rÃ©alisation des OMD, en particulier celui portant sur la rÃ©duction de lâ€™extrÃªme pauvretÃ© et la faim", explique Wilfred Subbo, un maÃ®tre de confÃ©rences Ã l'UniversitÃ© de Nairobi.

Cela est principalement dÃ» au fait que les femmes et les hommes vivent la pauvretÃ© de maniÃ¨res trÃ¨s distinctives, a prÃ©cisÃ© Subbo. Les femmes peuvent gagner moins d'argent pour le mÃªme travail fourni par les hommes seulement en raison de leur sexe. Fait intÃ©ressant, lorsque les hommes acceptent un travail considÃ©rÃ© comme rÃ©servÃ© aux femmes, tel que les soins infirmiers, ils sont payÃ©s plus.

Aux forums mondiaux, tels que le Forum mondial des femmes au sein du Forum de la sociÃ©tÃ© civile de Busan - et en prÃ©lude Ã la ConfÃ©rence sur lâ€™efficacitÃ© de l'aide, qui a commencÃ© le 29 novembre - la question de l'autonomisation des femmes et de l'Ã©galitÃ© des sexes est dÃ©jÃ au centre des discussions.

"Concernant l'Afrique, il est frÃ©quent d'entendre des appels politiquement corrects vers l'amÃ©lioration de la santÃ© maternelle, la rÃ©duction de la prÃ©valence du VIH parmi les femmes qui continuent de souffrir dâ€™au moins 60 pour cent du fardeau de cette maladie et mÃªme un appel pour que davantage de femmes accÃ¨dent Ã l'Ã©ducation, comme cela peut Ãªtre notÃ© dans les OMD", a dÃ©clarÃ© Ssewakiryanga.

"Mais oÃ¹ est l'engagement financier? Une budgÃ©tisation sensible au genre doit faire partie de l'efficacitÃ© de l'aide", a indiquÃ© Ssewakiryanga.

L'engagement financier, qui assure que les femmes seront capables d'accÃ©der Ã  l'Ã©ducation, les gardera Ã  l'Ã©cole et rÃ©duira leur taux de fÃ©conditÃ©. En outre, il amÃ©liore leur capacitÃ© Ã  accÃ©der aux emplois mieux rÃ©munÃ©rÃ©s, rompant ainsi avec le travail occasionnel oÃ¹ la rÃ©munÃ©ration est faible.

Cet engagement a Ã©tÃ© suscitÃ© par divers acteurs, en particulier l'ONU-Femmes, une entitÃ© qui Å“uvre pour l'autonomisation des femmes, qui a vulgarisÃ© la budgÃ©tisation sensible au genre comme un outil important pour les gouvernements dans la planification.

En outre, lâ€™ONU-Femmes veille Ã  ce que les politiques d'aide aient un aspect genre qui assure que l'assistance financiÃ¨re corrige les disparitÃ©s entre les sexes dans l'Ã©ducation, la santÃ©, la population active et d'autres secteurs.

Lorsque le gouvernement du Maroc, en Afrique du nord, a augmentÃ© le nombre d'Ã©coles primaires et secondaires dans toutes les campagnes, l'idÃ©e Ã©tait d'amÃ©liorer l'accÃ¨s Ã  l'Ã©ducation, mais il n'Ã©tait pas prÃ©parÃ© Ã  la rÃ©alitÃ© sur le terrain quand des statistiques ont rÃ©vÃ©lÃ© que 80 Ã  90 pour cent des filles ne vont pas Ã  l'Ã©cole.

Selon le ministÃ¨re du DÃ©veloppement social, de la Famille et de la SolidaritÃ© du Maroc, cette situation avait Ã©tÃ© un produit des modÃ¨les traditionnels de renforcement des capacitÃ©s par l'Ã©ducation, oÃ¹ l'accent Ã©tait mis sur le nombre d'enfants qui allaient Ã  l'Ã©cole sans Ã©valuer la disparitÃ© entre les sexes dans le systÃ¨me Ã©ducatif.

Heureusement, grÃ¢ce Ã  une budgÃ©tisation sensible au genre, qui est un outil crucial qui identifie les besoins des femmes et les aligne avec les budgets nationaux, le gouvernement a commencÃ© par passer d'une augmentation des effectifs, aveugle sur le genre, Ã  l'inscription des femmes dans l'Ã©ducation.

"L'histoire africaine a beaucoup de similitudes, la plupart de ces pays ont un ministÃ¨re qui ne sâ€™occupe pas que des questions des femmes, mais des femmes et des questions liÃ©es au genre", explique Tafadzwa Muropa, co-coordinatrice de 'Gender and Economic Alternatives Trust', une organisation Ã  but non lucratif basÃ©e au Zimbabwe.

"Au Zimbabwe, dans la partie australe de l'Afrique, le ministÃ¨re des Affaires fÃ©minines, du Genre et du DÃ©veloppement communautaire a Ã©tÃ© crÃ©Ã© il y a plusieurs dÃ©cennies, pourtant nous sommes encore loin dâ€™atteindre l'autonomisation des femmes et lâ€™Ã©galitÃ© des sexes", affirme Muropa.

Il y a eu une absence d'engagement financier de la part des gouvernements africains vers des interventions qui peuvent amÃ©liorer la situation des femmes, dit-elle.

Muropa ajoute: "L'ONU-Femmes est l'une des organisations donatrices qui ont Ã©tÃ© constamment au premier plan dans le renforcement des capacitÃ©s des organisations de la sociÃ©tÃ© civile afin qu'elles puissent faire pression sur leurs gouvernements pour une budgÃ©tisation sensible au genre.

"L'idÃ©e, câ€™est de passer de l'efficacitÃ© de l'aide Ã  l'efficacitÃ© de dÃ©veloppement, oÃ¹ les hommes et les femmes contribuent au dÃ©veloppement et en bÃ©nÃ©ficient Ã©quitablement". (FIN/2011)